

REVUE DE PRESSE

Juillet - Août 2024



**BRAVO,
VOUS ÊTES DANS LA REVUE DE PRESSE !**

Alexia
Hassan
Benoit
Sophie
Laurence
Hervé
Fred
Mohamed
Elodie
Vincent



item

Au service de la collectivité

cycle up

DES RESSOURCES À L'INFINI

PRESSE

Cette nouvelle PME recycle les WC et lavabos usagés : comment ça marche ?

Un conglomérat (quatre entreprises) a ouvert le premier atelier de reconditionnement sanitaire de l'agglomération à Rillieux-la-Pape. Les cuvettes de toilettes ou autres lavabos sont sauvés de la déchetterie puis revalorisés avant d'être revendus à des entreprises du bâtiment. Le procédé a été inventé par Cycle up, une PME parisienne qui travaille sur ce projet avec Eiffage.

Sabrina Madaoui - 16 juil. 2024 à 07:30 | mis à jour le 16 juil. 2024 à 11:59 - Temps de lecture : 3 min |



• 01 / 12 L'atelier a été inauguré ce jeudi 11 juillet à Rillieux-la-Pape. Photo Sabrina Madaoui



• 02 / 12 Un produit quasi fini. Photo Sabrina Madaoui



• 03 / 12 Sébastien Duprat, directeur et fondateur de Cycle up. Photo Sabrina Madaoui



• 04 / 12 Les blocs sanitaires arrivent tels quels. Photo Sabrina Madaoui



• 05 / 12 Christophe Terrier, directeur environnement et transformation d'Eiffage. Photo Sabrina Madaoui



• 06 / 12 Vincent Doyer, directeur d'Item. Photo Sabrina Madaoui



• 07 / 12 La céramique passe dans des bains de soude et d'acide.
Photo Sabrina Madaoui



• 08 / 12 Le procédé de reconditionnement.
Photo Sabrina Madaoui



• 09 / 12 David Lebot, directeur régional d'Eiffage.
Photo Sabrina Madaoui



• 10 / 12 L'atelier se situe avenue de l'Industrie à Rillieux-la-Pape. Photo Sabrina Madaoui



• 11 / 12 Le reconditionnement s'effectue à la main.
Photo Cycle up



• 12 / 12 Cycle up avait ouvert un premier atelier en région parisienne. Photo Cycle up

L'entreprise à mission Cycle up a constitué, avec Eiffage, un atelier de reconditionnement sanitaire en collaboration avec Demcy (filiale d'Eiffage spécialisée dans la déconstruction) et Item, association d'insertion professionnelle impliquée dans l'économie sociale et solidaire. L'atelier a été inauguré ce jeudi 11 juillet.

Dans un entrepôt de l'avenue de l'Industrie à Rillieux-la-Pape, deux personnes en insertion, accompagnées par l'association Item, réhabilitent des blocs sanitaires, bacs de douche, lavabos... avant une remise en vente.

A lire aussi

>> [«Tous les voyants sont au vert pour la pièce de réemploi »](#)

Le processus

La société parisienne Cycle up a ouvert cet atelier en février 2024, son deuxième en France. Au lieu d'être envoyés à la benne, les sanitaires sont collectés, en partie par Demcy, démontés, nettoyés. La céramique est passée dans des bains de soude et d'acide, puis rincée. Enfin, les pièces sont changées. L'opérateur remonte le sanitaire comme neuf et l'emballe.

« [Eiffage](#), un de nos clients, achète les produits finis pour les remettre sur les chantiers de construction », explique Christophe Dugourd, directeur industriel chez Cycle up.

A lire aussi

>> [La loi antigaspillage Agec](#)

Après le reconditionnement Les matériaux reconditionnés peuvent être vendus sur la plateforme Internet type marketplace de Cycle up ou à des clients entreprises du bâtiment ou distributeurs. « Un WC sur pied reconditionné coûte 135 €. Le prix varie selon le client. L'entrée de gamme dans un magasin de bricolage est moins chère mais elle est fabriquée loin. Nos produits sont locaux, qualitatifs et garantis deux ans même en cas de dégât des eaux ».

Sébastien Duprat, directeur et fondateur de Cycle up, confirme que « 98 % des WC français sont fabriqués en Turquie et Égypte ». Cycle up envisage de distribuer plus de mille pièces par an.

Un projet porté par quatre entreprises

Le conglomérat s'est constitué autour d'« une vision commune » portant « sur une implication dans le développement durable, l'innovation et une ambition sociale et industrielle », déclare David Lebot, directeur régional d'Eiffage. Il rappelle que les produits sont certifiés avec une traçabilité des matériaux.

A lire aussi

>> [Où vont les immeubles lorsqu'on les détruit ?](#)

Les partenaires valorisent le réemploi des matériaux dans le bâtiment et l'économie circulaire. « La réponse au défi du dérèglement climatique est humaine, pas technique [...] Nous devons sortir de l'économie linéaire qui exploite nos ressources », pointe Jean-Christophe Terrier, directeur environnement et transformation d'Eiffage.

Il affirme que les entreprises réunissent leurs forces « pour un nouveau modèle économique de coopération territoriale. Ce n'est pas du greenwashing. Chacun est venu apporter ses compétences. On a apporté les finances ».

A lire aussi

>> [Eko-Réemploi donne une deuxième vie aux matériaux du BTP](#)

« Un autre moyen de concevoir la ville de demain »

La vision de Sébastien Duprat : créer « un autre moyen de concevoir la ville de demain [...] Le réemploi est une solution de décarbonation ». Bruno Chastagner, directeur de Demcy, signale que le réemploi s'inscrit aussi dans la loi antigaspillage pour une économie circulaire. « On recycle de 90 à 95 % des matériaux dans une logique de revalorisation ».

Dans le cadre de l'insertion professionnelle, Item s'ouvre sur des possibilités « de faire de nouvelles activités », explique Vincent Doyer, son directeur. L'association suit une quarantaine de personnes pendant vingt-quatre mois pour élaborer un projet professionnel avec elles. « 50 % trouvent un emploi à la sortie ».

item

Au service de la collectivité

cycle up

DES RESSOURCES À L'INFINI

PRESSE

UN ATELIER D'INSERTION RECONDITIONNE DES MATERIAUX DE DECONSTRUCTION A PERICA

Pour donner une seconde vie au maximum de matériaux de second œuvre, trois partenaires ont ouvert un atelier d'insertion où sont remis à neuf des sanitaires, ensuite revendus et utilisés en région pour des chantiers de logements.

De notre correspondante **Sylvie Silvestre** - 15 juil. 2024 à 19:54 - Temps de lecture : 2 min |



L'atelier d'insertion a été inauguré début juillet, avec un double objectif d'insertion et d'économie circulaire vertueuse. *Photo photo fournie par Cycle Up*

Pour faire face à la raréfaction des ressources naturelles en eau et gisements d'extraction, mais aussi limiter les émissions de gaz à effet de serre, trois partenaires ont créé, ensemble, un atelier de reconditionnement de matériaux issus de chantiers de déconstruction.

« Le concept est une réindustrialisation locale dédiée à une économie bas carbone »

Après avoir ouvert en 2023 un premier atelier en Seine-Saint-Denis, Cycle Up détient en région AuRA, une antenne de cinq personnes. Demcy apporte ses compétences en déconstruction, notamment sélective. Eiffage Construction dispose de vastes connaissances en gestion bâtiminaire, prescriptions et intégration d'éléments de réemploi dans les projets de réhabilitation ou de neuf.

Christophe Dugourd, directeur industriel de Cycle Up, explique : « Eiffage Construction cherche à développer des filières d'économie circulaire, tout comme Demcy, filiale d'Eiffage Génie Civil, spécialisée dans la démolition et le désamiantage. Le reconditionnement a été confié au chantier d'insertion Item du groupe Icare : implanté à Perica sur 360 m², il reconditionne puis vend des équipements sanitaires en céramique et des chemins de câble.

Nous espérons trouver rapidement une clientèle intéressée pour intégrer des matériaux de réemploi à ses chantiers. Le concept est une réindustrialisation locale dédiée à une économie bas carbone. Parallèlement, nous sommes heureux de proposer des emplois à des profils éloignés du marché du travail depuis longtemps, en accord avec nos valeurs et notre raison d'être en tant qu'« entreprise à mission ». »

Un camion réaménagé pour une grande boucle du réemploi

L'objectif pour 2024 est de 1 000 sanitaires reconditionnés (WC sur pieds, cuvettes suspendues, lavabos, urinoirs, receveurs de douche) et 1 600 mètres linéaires de chemin de câble. Des études sont en cours pour élargir cette gamme, afin de répondre aux demandes des clients.

Quant à Vincent Doyet, directeur d'Item et du Groupe coopératif Innov, il se réjouit : « En mettant à profit notre expertise en matière de chantiers d'insertion, nous contribuons à cette opportunité unique de conjuguer développement durable et engagement social ».

Afin de faire connaître sa démarche, Cycle Up a organisé, début juillet, en région une "Grande Boucle du réemploi" : un camion aménagé de matériaux de réemploi est allé à la rencontre des acteurs du bâtiment et de l'économie circulaire à Lyon, Villeurbanne, Chambéry et Saint-Etienne.

<https://site.cycle-up.fr/atelier-reconditionnement/>

Nous heureux de proposer des emplois à des profils éloignés du marché du travail depuis longtemps

Christophe Dugourd

item

Au service de la collectivité

cycle up

DES RESSOURCES À L'INFINI

TÉLÉVISION

France 3 ici 19/20 Rhône-Alpes - Le BTP se met à la seconde main

 [Reportage YouTube](#) ou



Scanner pour voir la vidéo





PRESSE

LE MONDE 17 JUILLET 2024 : Réforme du RSA : dans la métropole de Lyon, accompagner sans sanctionner

La réforme vantée par le gouvernement Attal et décriée par le Nouveau Front populaire est expérimentée dans les communes de **Givors et de Grigny** sans contrainte d'heures d'activité mais avec un accompagnement renforcé.

Par Thibaud Métais (Givors (Rhône), envoyé spécial)

L'agence France Travail de Givors (Rhône) grouille de monde. Un peu partout dans le hall, ça foisonne d'échanges. Ce mardi de la mi-juin, Yanis (il n'a pas souhaité donner son nom), 29 ans, y entre pour la première fois. Il a été convoqué, comme soixante-dix autres personnes, à une « rencontre d'information et d'orientation » organisée pour les bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA). Ce solide gaillard, crâne rasé, barbe de trois jours, a le regard un peu perdu devant la multitude de comptoirs. De nombreux organismes sont présents face à lui pour ce rendez-vous spécifique : caisse d'allocation familiale, caisse primaire d'Assurance-maladie, maison de la métropole de Lyon, régie des transports publics...

Après un premier entretien avec un conseiller France Travail, Yanis passera à chacun de ces stands. Six comptoirs différents qui permettent d'emblée de connaître assez précisément la situation de la personne, ses besoins, les aides auxquelles elle peut éventuellement prétendre, etc. « *C'est vraiment une bonne chose de rencontrer tous ces gens tout de suite, j'ai pu poser toutes les questions que je voulais* », affirme Yanis. Ancien plombier, inactif depuis plusieurs années en raison de problèmes de santé, il souhaite se reconverter et suivre une formation de chauffeur poids lourds.

A la fin de cette première rencontre de deux heures, une fois son orientation décidée, un agent France Travail lui remet immédiatement une convocation pour un rendez-vous plus spécifique. Trois parcours sont possibles. Un accompagnement social avec un conseiller de la métropole pour les plus éloignés de l'emploi ; un suivi intermédiaire dit socioprofessionnel et, enfin, pour les personnes susceptibles de retrouver un travail le plus facilement, un accompagnement professionnel avec France Travail.

Cette journée est la première pierre de l'accompagnement rénové des bénéficiaires du RSA expérimenté depuis avril 2023 dans dix-huit bassins d'emploi. Le projet de loi pour le plein-emploi, adopté par le Parlement en décembre 2023, prévoit sa généralisation à partir de 2025. Le texte, qui a suscité de nombreuses critiques venues de la gauche, qui promet d'ailleurs de revenir dessus si elle parvient au pouvoir, conditionne le versement du RSA à au moins quinze heures d'activité hebdomadaires.

La métropole de Lyon, qui fait partie des trois territoires de gauche volontaires – avec la Loire-Atlantique et l'Ille-et-Vilaine –, a choisi une ville enclavée et marquée par la pauvreté pour mener cette expérimentation. Coincée dans un triangle entre Lyon au nord, Saint-Etienne à l'ouest et Vienne à l'est, Givors fait partie de ces territoires sinistrés par la désindustrialisation. Dans la commune traversée par l'autoroute A47, le taux de chômage atteignait 18,6 % en 2021, selon l'Insee.

En février, se félicitant des résultats de ces premiers tests, le premier ministre, Gabriel Attal, avait annoncé l'extension du dispositif avec vingt-neuf territoires supplémentaires. « *Depuis un an, une expérimentation [est menée] dans de nombreux départements : jusqu'à quinze heures par semaine de formation, de stage et d'insertion, en contrepartie de l'allocation* », a-t-il expliqué sur X. Une obligation dont s'affranchit la métropole de Lyon. « *Une mesure démagogique, populiste et irréaliste* », lance le président de la métropole, Bruno Bernard (Les Ecologistes). Car, en parallèle de ces heures d'activité obligatoire, la loi a créé de nouvelles sanctions, dont la suspension de l'allocation en cas de non-respect de cette obligation.

A Givors, la contrainte des heures d'activité n'est pas appliquée, les nouvelles sanctions non plus. Et sans cette condition, les résultats sont sensiblement les mêmes qu'ailleurs. Selon un document de France Travail d'avril, que *Le Monde* s'est procuré, 62 % des bénéficiaires du RSA visés sur les territoires de Givors et Grigny (Rhône) sont entrés dans le dispositif, contre 74 % en moyenne. Un écart qui s'explique par la spécificité du public concerné sur Givors. « *Plus de la moitié des allocataires sont issus de quartiers prioritaires de la ville, donc un public plus difficile à mobiliser* », explique Bruno Bernard. 45 % des bénéficiaires sont entrés dans un parcours professionnel, au même niveau que la moyenne des dix-huit territoires (44 %).

Après six mois, 33 % des allocataires ont accédé à un emploi, contre 43 % en moyenne. Mais l'écart est bien moindre lorsqu'on se concentre sur les emplois durables (14 % contre 17 %). Inutiles, donc, les heures d'activité ? La question n'est pas tant dans

l'obligation que dans la réalisation concrète de l'accompagnement. « *Si on accompagne mieux, on a de meilleurs résultats, c'est une lapalissade mais il est visiblement nécessaire de le rappeler régulièrement* », souligne le président de la métropole. Sans créer d'obligation nouvelle, le renforcement de l'accompagnement induit inévitablement une mobilisation supplémentaire des allocataires.

Vies cabossées

Problèmes de santé presque rédhibitoires, monoparentalité, exclusion en matière de mobilités, langue française non maîtrisée... Pénétrer dans le milieu de l'insertion, c'est opérer une plongée dans les abîmes de la précarité. Une immersion dans des vies cabossées, où les parcours professionnels sont au mieux tortueux, au pire inexistant. C'est aussi se confronter à la réalité de ce qu'on nomme les freins périphériques à l'emploi mais qui occupent une place pourtant centrale dans la vie des bénéficiaires du RSA. Loin du mythe parfois tenace du profiteur fainéant des aides sociales.

A Givors, le CEFI (Culture éducation formation individualisée) accueille ces publics depuis des années et a donc logiquement fait partie des partenaires de France Travail pour l'expérimentation. L'organisme a notamment mis en place des ateliers collectifs pour remettre sur les rails les bénéficiaires du RSA. Avec succès, malgré des profils esquinés. Freddy, au RSA depuis un grave accident de la route en 2020, est en train de trouver sa voie. « *J'ai eu une grosse opération chaque année depuis mon accident, j'ai sombré, j'ai connu beaucoup de bas* », reconnaît-il. Mais grâce à ces ateliers spécifiques, il est en train de rebondir. « *J'étais dans le BTP avant, mais je ne peux plus y travailler avec mon handicap*, explique-t-il. *Je me suis donc tourné vers l'animation, et c'est une révélation, c'est ce que je veux faire.* » Après un stage découverte en milieu scolaire, il pourrait obtenir un CDI dans une école et un centre aéré. Mais il ne veut pas crier victoire trop vite.

Pour financer cet accompagnement renforcé, l'Etat a apporté plus de 700 000 euros en 2023 et près d'un million d'euros en 2024. L'expérimentation de Givors prévoit le suivi de tous les allocataires de Givors et Grigny, sans exception, c'est-à-dire 1 322 personnes au moment du démarrage du test. Au 1er avril, ils n'étaient plus que 1 204 bénéficiaires, une baisse de 9 % qui n'est pas corrélée à une hausse des radiations, signe que c'est l'accompagnement renforcé qui fonctionne, précise-t-on dans l'entourage de Bruno Bernard. Pour un dispositif de même nature mis en place sur l'ensemble de la métropole de Lyon, qui compte 40 000 habitants au RSA, cela nécessiterait un budget de 40 millions d'euros. Le succès de ces expérimentations repose donc en partie sur un financement d'ampleur, difficilement extensible à l'ensemble du pays.

Et, pour certains, même ce déploiement de moyens exceptionnels ne suffit pas et le RSA reste un fardeau. Malek, 45 ans, est à deux doigts de baisser les bras à cause d'un « *parcours du combattant qui n'en finit jamais* ». Il ne cherche pourtant rien de compliqué, selon ses propres mots, travailler dans les espaces verts, par exemple : « *J'ai honoré tous mes rendez-vous, suivi toutes les formations, mais chaque fois que je candidate, c'est toujours un refus, on trouve toujours un point négatif.* » Alors il vit de plus en plus mal les jugements portés sur les allocataires, la pression mise par ce système de droits et devoirs. « *On ne vit pas correctement avec 400 euros par mois, c'est impossible*, regrette-t-il. *Mais même avec une vie pareille, si on rate un rendez-vous, on nous menace de sanction. Moi, je vais finir par leur dire de le garder leur RSA, tout lâcher.* » Et conclut d'une phrase, qui résume sa situation et celle de beaucoup d'autres : « *Pouvoir travailler et vouloir travailler, ce sont deux mondes différents.* »

Thibaud Métais (Givors (Rhône), envoyé spécial)



PRESSE

Rencontre avec la nouvelle directrice adjointe de l'association Valhorizon

Élodie Bondoux, nouvelle directrice générale adjointe de l'association Valhorizon, compte faire perdurer le travail d'insertion professionnel mis en place par la structure basée à Trévoux.

Robin Moissonnier - Temps de lecture : 3 min |



Élodie Bondoux a travaillé pendant 17 ans au sein d'un groupe économique et solidaire à Lyon. Photo Robin Moissonnier

Elle a investi son bureau en tant que directrice générale adjointe de Valhorizon et du groupe coopératif Innov, le 16 avril dernier. « J'ai toujours été passionnée par le secteur de l'insertion par le biais de l'activité économique », confie Élodie Bondoux. Alors quand le poste a été proposé dans une entreprise qui consacre une partie de son activité à l'économie solidaire et sociale, l'Aveyronnaise d'origine a sauté sur l'opportunité. L'association née en 1989 vise à répondre aux besoins des Aindinois dans plusieurs secteurs, dont l'insertion professionnelle.

Un vrai accompagnement

Insérer les chercheurs d'emploi dans le marché du travail est le domaine d'expertise d'Élodie Bondoux. Trouver un travail de droit commun est aujourd'hui un **besoin très présent**. « D'un côté, il y a des personnes qui cherchent du travail, qui n'ont pas forcément ce qu'il faut, que ce soit les codes, l'expérience... Et de l'autre, des entreprises qui cherchent à recruter », affirme-t-elle. Ce qui lui plaît, c'est la rencontre des deux, « croiser l'offre et la demande ». Un accompagnement total est mis en place. « Il faut que les demandeurs aient un agrément France Travail, Missions locales etc ». Un parcours d'emploi leur est ensuite présenté. Un conseiller professionnel est là pour travailler avec eux leur projet professionnel, le construire s'il n'y en a pas. Une vraie analyse est effectuée sur chaque profil. « Il y a un diagnostic sur pourquoi ils n'arrivent pas à trouver un travail classique. En fonction de ça on fait un accompagnement spécifique aux problèmes de chacun », ajoute la directrice, dont l'assurance se lit sur le visage.

Élodie Bondoux a fait des besoins des Aindinois sa priorité. Photo Robin Moissonnier

À lire aussi

>> [Le ministre délégué à l'économie sociale et solidaire a rencontré les acteurs de la coopérative Valhorizon](#)

>> [Économie sociale et solidaire : un nouveau directeur à Valhorizon](#)

Un réseau fort

Pour la suite ? C'est déjà tout trouvé : Valhorizon dispose de **partenaires clients**. « Dès qu'on sent que la personne est prête, on la positionne. Au bout de quelques mois, elle reprend pied et n'a plus besoin de nous », précise Élodie Bondoux. La structure n'hésite pas à intégrer les futurs salariés en insertion au sein de projets au service du territoire, comme Abracadabric, activité lancée il y a trois ans. « On récupère des jouets qu'on remet à neuf. Ils sont ensuite mis en vente sur un site internet et en boutique. Ça évite la surproduction et on participe à l'emploi, à la qualification des participants ». L'objectif final pour les demandeurs : pouvoir voler de leurs propres ailes. « Ils restent chez nous pendant deux ans maximum. Au bout de deux ans, l'idée c'est qu'ils aient suffisamment acquis d'expérience pour postuler ailleurs », termine Élodie Bondoux.

Une prise en charge de l'enfance

En plus de ce pôle d'insertion professionnelle, Valhorizon se charge également de deux autres services. Le premier, dédié à l'animation, est axé sur la gestion de centres sociaux et du milieu périscolaire (activités dans des garderies) dans le département. Certaines personnes insérées dans le monde professionnel par l'association assurent le service dans certaines des cantines qui dépendent de Valhorizon. Le second pôle est lui consacré à la petite enfance avec la gestion de plusieurs crèches de l'Ain.

Pôle ANIMATION SOCIALE

Valhorizon

ACCÉLÉRATEUR DE PARTICULES SOLIDAIRES

PRESSE

2024 08 01 LE PROGRES Chantiers JEUNES

Trévoux Les chantiers jeunes donnent aux 16-17 ans l'opportunité de s'engager

Douze jeunes de la commune sont actuellement mobilisés pour des travaux de peinture des parties communes d'un immeuble, dans le cadre du chantier jeunes.

De notre correspondant Jacques Chirouzes - Temps de lecture : 2 min



Alexia et Hassan, animateurs, et Sylvain Denise de Dynacité. Photo Jacques Chirouzes

Vendredi 26 juillet, Sylvain Denise, référent du bailleur social Dynacité, est venu constater la bonne réalisation du chantier et remercier **Hassan et Alexia, les animateurs responsables du secteur jeunes de l'association Valhorizon**, ainsi que les jeunes du chantier jeunes.

C'est une initiative offrant depuis plus de quinze ans une expérience enrichissante aux jeunes de Trévoux et de la Communauté de communes. Ces chantiers jeunes visent à impliquer les jeunes de 16 et 17 ans dans des activités concrètes et utiles.

Après avoir déjà réalisé des travaux dans le quartier de la Jacobée les années passées, les jeunes se sont investis dans le quartier de l'Ardoisière.

Interaction positive avec les habitants

Leur engagement ne se limite pas à l'amélioration des lieux (peinture des halls et des cages d'escalier), mais s'étend aussi à l'interaction positive avec les habitants, créant ainsi un véritable esprit de communauté.

Cet été, ce sont 12 jeunes, Trévoltiens mais aussi Misélien et Talançonnois, qui ont été sélectionnés pour participer à ces chantiers, répartis en deux équipes de six, travaillant en matinée pendant deux semaines.

Accompagnement à la recherche d'emploi

Au-delà des tâches de peinture, les chantiers jeunes ont pour objectif d'accompagner les participants dans leurs premières démarches professionnelles : la création d'un CV et d'une lettre de motivation et la préparation aux candidatures et entretiens d'embauche.

De plus, ce projet met un accent particulier sur des valeurs essentielles telles que la ponctualité et l'assiduité, ainsi que la qualité du travail fourni.

En fin de semaine, les jeunes reçoivent une gratification offerte par Dynacité pour reconnaître leur engagement, leur travail et souligner l'importance de leur contribution et ainsi les encourager à poursuivre dans cette voie.



ICI, C'EST L'AIN

n°22 Avril-Juin

La Recyclerie

Créons des emplois avec nos vieux objets !

MAGAZINE

RECYCLERIE : LE DÉBUT D'UNE NOUVELLE VIE



270 tonnes / an
de déchets en moins

La Recyclerie Dombes Val de Saône œuvre au quotidien pour l'économie circulaire. La Communauté de Communes Dombes Saône Vallée lui offre une seconde jeunesse.

Une ambiance de fourmilière règne à la Recyclerie de Trévoux : Sophie s'affaire à l'aérogommage d'un meuble, tandis que Laurence agrémente l'espace de vente. Ici, on débarrasse, on collecte, on trie, on répare, on rénove, on transforme, on valorise et on vend à prix modique : en résumé, on recycle. Chaque étape offre la découverte d'un métier pour les personnes en parcours d'insertion employées par l'association.

Depuis l'automne 2022, de plus en plus de clients fréquentent les lieux. « L'objectif est aussi de faire en sorte que chacun puisse s'habiller, se loger, s'équiper... » explique Hervé Bonnet, directeur.

L'équipe de dix salariés permanents, une quarantaine de personnes en parcours d'insertion et une trentaine de bénévoles se trouvent à l'étroit dans ces locaux vieillissants. La Communauté de Communes Dombes Saône Vallée a entrepris une rénovation et une extension, pour améliorer les conditions de travail et obtenir une économie d'énergie de 60 %. Le chantier d'un an a débuté en janvier 2024. D'un montant d'1,5 M€, il est soutenu à hauteur de 150 000 € par le Département.



« Je relooke les meubles, je fais ce que j'aime, j'exploite mes compétences, c'est un travail extrêmement enrichissant d'un point de vue personnel et je suis sortie de la galère. »

Laurence, en contrat d'insertion

Avec son Plan insertion 01, le Département soutient les structures d'insertion pour faciliter l'accompagnement des bénéficiaires du RSA et favoriser l'accès à l'emploi durable. La Recyclerie Dombes Saône Vallée bénéficie d'un financement annuel de près de 80 000 €. Sur 19 bénéficiaires du RSA ayant signé un contrat d'insertion professionnelle en 2023, 2 ont d'ores et déjà accédé à une formation qualifiante et à un CDI.

HORAIRES

Mercredi et vendredi :

13 h-17 h 30

Samedi :

10 h-13 h / 14 h 30-17 h 30



M6 INFO

31/07/2024

Pôle INSERTION & EMPLOI

ValhORIZON

ACCÉLÉRATEUR DE PARTICULES SOLIDAIRES

TÉLÉVISION

 [Reportage Youtube](#) ou



Scanner pour voir la vidéo

Eternuements, yeux qui grattent, nez qui coule... Si vous y êtes allergiques, vous redoutez forcément la saison de floraison de l'ambroisie. C'est bientôt ! Dans quelques jours elle libèrera son pollen... Alors pour tenter d'endiguer sa prolifération, certaines communes procèdent à son arrachage.

Son nom fait penser au nectar des dieux, supposé apporter beauté et immortalité, mais l'ambroisie qui pousse ici est surtout source de désagrément.

Ces genres de pollen sont très allergènes et déclenchent beaucoup d'asthme et ce qui est très ennuyeux c'est qu'en fait au plus on est exposé aux pollens d'ambroisie au plus on devient allergique tôt.

Par le réchauffement climatique, cette herbacée est aussi résistante qu'envahissante, « Une fleur comme ça c'est des centaines de milliers de pollens dans l'air et il va amener à la multiplication de la plante face à cette prolifération » .

81 départements se sont dotés d'arrêtés préfectoraux pour lutter contre 3 variétés d'ambroisie. Mais les leviers d'action sont limités : seul l'arrachage a prouvé son efficacité.

« Le fait de l'arracher va enlever les racines de la terre, si on ne l'arrache pas ou qu'on la casse ou qu'on la fauche, cette partie-là va rester dans la terre et la plante va repousser repousser repousser » précise Benoit Manger, encadrant technique des Ateliers de Trévoux, chantier d'insertion ESPACES VERTS ET ESPACES NATURELS.

La commune de Tramoyes de 2700 habitants consacre une semaine et 3000€ pour déraciner ces indésirables : « On a beaucoup moins d'ambroisie maintenant. On voit que année après année, on en arrache moins, on en a moins. » ajoute Philippe Criscuolo, conseiller municipal à Tramoyes, également référent ambroisie.

Un soulagement pour Alexia et sa famille : « Depuis qu'on a quitté la ville ma fille qui a 7 ans et demi elle a été allergique en arrivant sur Tramoyes et c'est vrai que mon fils depuis qu'il est né a des allergies qui sont saisonnières qui sont certainement liées à l'ambroisie »

Alors pour se protéger, quelques conseils :

« Si possible ne pas trop sortir surtout le matin c'est surtout là qu'il y a beaucoup de pollen d'ambroisie, après quand on vient chez soi c'est changé de vêtement, se rincer les cheveux, c'est aussi éviter de faire sécher son linge à l'extérieur parce que les pollens peuvent également se fixer dessus » et si vous en croisez dans votre jardin , l'ambroisie est reconnaissable à ses fleurs jaunes, à ses feuilles ciselées aussi vertes dessus que dessous, arrachez les. Si vous en remarquez dans l'espace public il vous est demandé de le signaler sur le site signalement- ambroisie.atlassante.fr.

